

DANS UN ENTRETIEN AU QUOTIDIEN FRANÇAIS "LE FIGARO"

# Ali Benhadj défend le GSPC et Ben Laden

Dans un entretien express accordé au journal français *Le Figaro*, le numéro deux du parti dissous, Ali Benhadj ressasse «ses convictions» d'islamiste intégriste. Les mêmes qu'il sert depuis sa sortie de prison en 2003, en prenant soins à chaque interview de les mettre au goût du jour en tentant de coller «à l'actualité».

Ali Benhadj, qui ne suscite plus ni l'intérêt des foules, ni celui des médias, depuis le retour en Algérie

de son compère Rabah Kébir, ne comprend pas pourquoi son compagnon, celui avec lequel il a dirigé le parti islamiste dissous, a «droit à tous les honneurs et pas lui». Il s'en étonne et le fait savoir au journaliste qui recueille ses propos pour le journal *Le Figaro*. Propos publiés dans son édition du 21 novembre 2006. «Pourquoi ce groupe a-t-il des honneurs, alors que moi, le numéro deux du FIS, on m'empêche de m'exprimer ?» s'interroge

Ali Benhadj qui revendique un statut particulier tout en s'insurgeant contre le fait que le pouvoir continue à décider de la recomposition du champ politique. Répondant à une question relative au retour au maquis de terroristes élargis dans le cadre de la charte pour la paix et la réconciliation, l'intégriste, aux prêches incendiaires, dit rejeter la politique de réconciliation initiée par le président de la République, et déclare tout ignorer du

retour des repentis au maquis. Il affirme en revanche que «la crise» durera tant que «le pouvoir illégitime» signe des contrats avec des compagnies étrangères. Principalement occidentales. Les pays d'origine de ces dernières sont selon lui tout autant responsables que «le régime algérien» et doivent par conséquent payer le prix. «En particulier la France». Un pays que Ali Benhadj dit ne pas être à l'abri des attaques

terroristes du GSPC. Groupe qui, pour rappel, a fait allégeance à El Qaïda que dirige le Saoudien Ben Laden. L'intégriste, qui justifie l'action du numéro un de l'organisation terroriste, victime selon lui d'injustice, déclare que «les groupes armés qui sont apparus ces dernières années dénoncent la collusion entre les régimes arabo-musulmans et les Occidentaux. S'ils ont la capacité de frapper à l'extérieur, ils ne se gênent pas, y compris en France».

Interrogé sur la disparition de son fils qui aurait pris le maquis, dont il dit tout ignorer, le bras droit de Abassi Madani soutient que cette disparition dont il dit tout ignorer incombe aux services de sécurité. Il «appuie» sa déclaration en soutenant que «ses droits civils et politiques ne sont pas respectés en vertu de la charte pour la réconciliation nationale». Une charte qu'il rejette pourtant en bloc.

S. A.

## VENDE SA VIE A 30 000 DA/MOIS

# Le GSPC promet de l'argent à profusion

Agissant à la faveur des incohérences laissées par la politique de la réconciliation nationale et de la négociation opaque ou apparente que mène le clan islam-conservateur du pouvoir en place avec ceux que l'on désigne sous le vocable des politiques de l'ex-FIS, le mouvement insurrectionnel islamiste du GSPC laisse entrevoir aux crédules une consistance financière plus importante à ses activités criminelles pour attirer des jeunes qui, faute de perspectives, seraient tentés d'échapper à la mal-vie par une solution extrême : s'engager dans les rangs de ce mouvement terroriste. Ainsi, katibet El Ansar, qui terrorise l'est de la wilaya de Boumerdès, laisse entendre, selon une source sécuritaire, qu'elle a mis en place sa grille de rémunération de l'action criminelle et le fait savoir avec persistance par le biais de ses relais. Les terroristes du maquis seraient rétribués à raison de 30 000 DA/mois.

Pour attiser les appétits de ceux qui acceptent de déposer une bombe, toujours selon notre source, promesse leur est faite de gagner la somme de 40 millions de centimes pour chaque mission accomplie. Ceci est la propagande du GSPC. La réalité est tout autre. Ce sont les nouvelles recrues qui sont en réalité utilisées en premier lieu lors des attentats. L'entourage de l'émir rarement, sinon jamais. Qui veillera sur l'émir et ses intérêts ? Sa *hachia* (garde prétorienne) donc les anciens terroristes. Les bilans des services de sécurité l'attestent.

Pour payer ses nouveaux enrôlés, financer leurs activités et empocher la grande partie du pactole qu'ils réinjectent dans l'immobilier, le trabendo et l'import ainsi que d'autres activités juteuses situées à la limite de la légalité, les émirs des seriate et des katibate affiliés au GSPC puisent dans un gisement d'argent intarissable, notamment dans ce réservoir financier que les islamistes conviennent comme licite au profit du djihad, l'impôt islamique qui voit des fellahs, des petits commerçants et des artisans contraints régulièrement à débours plusieurs milliers de dinars. Il est rare que les victimes portent à la connaissance des services de sécurité ce racket.

Mais le kidnapping des membres des familles riches

constitue, depuis quelques années, la source la plus importante du financement de l'insurrection des islamistes armés. «Généralement, ces raptos sont réalisés avec la complicité d'un proche de la victime qui connaît la situation et les moyens financiers de la personne ciblée ainsi que ses habitudes», affirme notre source qui nous cite le cas d'un entrepreneur de l'ouest de la wilaya de Boumerdès, dont la famille a été obligée dernièrement de verser aux terroristes, la somme de 900 000 000 de centimes pour revoir l'otage vivant et dont un jeune parent de la victime a été la cheville ouvrière de cet enlèvement. Les émirs des différentes phalanges, d'après les constatations des services de sécurité, agissent désormais en dehors de toute hiérarchie et accomplissent toute action qui leur semble bonne et qui arrange au mieux leurs intérêts et ceux de leur *hachia*. C'est la méthode opératoire d'El-Qaïda qui aurait été instaurée au sein du GSPC depuis l'allégeance de son émir national à la mouvance de Ben Laden. Chaque groupe fixe d'une manière indépendante ses propres objectifs et ses actions criminelles. Par ailleurs, les chefs terroristes ont compris que des centaines de milliards de dinars générés par l'activité agricole dans les zones à haut rendement particulièrement le Bas-Sebaou, la vallée de Oued Issers, la plaine de l'est de la Mitidja, les divers programmes de construction et aussi principalement par le scandaleux pillage de sable, circulent dans des circuits informels. Par exemple les observateurs désignent la région autour des villes de Baghliya, Ben-Choud et Sidi-Daoud qu'écume précisément katibet El Ansar ayant pour chef un certain Sadaoui qui ne désespère pas de se voir introniser à la tête du GSPC, comme «le triangle d'or».

Pour financer son projet, cet émir a besoin d'argent pour l'achat d'armes. A ce sujet, les terroristes du GSPC n'en manquent pas. Chaque élément est en effet équipé d'un *klash*.

Le fait a été vérifié par les comptes rendus concernant les terroristes éliminés par les services de sécurité. Sur chaque cadavre, au minimum les forces de l'ordre récupèrent un fusil d'assaut de cette fameuse marque chère aux mouvements terroristes. Pour imposer

leur diktat et récupérer une partie de cet énorme pactole financier qui circule dans l'opacité et qui échappe au contrôle des services de l'Etat, les émirs font appel aux délinquants ou à des individus inconnus des services de sécurité, car non fichés chez eux. Récemment, en effet, *Le Soir d'Algérie* faisait état de la neutralisation, par les policiers de la ville des Issers, d'une cellule composée de deux individus non fichés qui se livraient à un racket à grande échelle. Les mis en cause n'exécutaient que les ordres de l'émir d'une seriate spécialisée dans le créneau du racket. Susciter la peur et la cultiver dans le temps chez la victime harcelée est une méthode payante. Des personnes occupant généralement des fonctions libérales (commerçants, médecins, avocats, entrepreneurs...) faisaient partie de la liste des criminels. Une fois ciblées, font l'objet de recherches d'informations concernant leurs proches, leurs contacts et singulièrement leurs numéros de téléphone.

La cible reçoit en premier lieu une lettre portant le sceau du GSPC lui exigeant une forte somme d'argent. Pour augmenter la pression elle est relancée par téléphone. En effet, les policiers des Issers ont constaté que ces terroristes en milieu urbain avaient à leur tableau de chasse 14 victimes. De plus, les enquêteurs ont découvert 200 autres lettres prêtes à être expédiées à leurs destinataires. Cela révèle l'ampleur de ce racket et les sommes pouvant être amassées. Afin de motiver le collecteur, conformément à ce qui était convenu avec le chef terroriste, 20% des montants arrachés sont gardés par le collecteur. Pour les enquêteurs, il ne faisait aucun doute, d'autres cellules actives dans la région de Boumerdès mais le fonctionnement cloisonné de ces petits groupes qui dépend de l'émir rend la neutralisation très difficile. Contre cette insurrection armée qui s'organise et s'adapte aux réalités conjoncturelles, notre pays mène malheureusement un combat à deux vitesses.

Au plan militaire, les services de sécurité déploient quotidiennement des efforts et consentent des sacrifices, pour venir à bout de ce mouvement qui, en plus des assassinats et des dégâts qu'il cause tous les jours, bloque le développement politique, économique, social et

culturel des régions centrales du pays. Cependant, en dépit de tout cela, l'observateur notera chez les éléments des services de sécurité un sentiment d'usure, voire de déception et de lassitude causées par une perception d'isolement politique par rapport à la société. L'observateur remarquera également, d'une part le sentiment de peur toujours présent au sein des populations et d'autre part l'absence d'un discours rassurant émanant de la classe politique. Les envolées patriotiques présidentielles rendant hommage aux services de sécurité sont vite démenties par la politique permissive vis-à-vis de la mouvance idéologique proche du GIA et du GSPC. Les citoyens constatent, ils ne manquent pas de nous le signaler à chaque fois, les incohérences du discours de nos dirigeants. Et pour cause, il y a quelques mois, M. Zerhouni affirmait qu'il ne restait pas plus de 800 terroristes dans les maquis, plus tard il s'est déjugé en disant que 800 terroristes ont été abattus depuis l'entrée en vigueur de la loi portant charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale. «Mais alors qui sont ceux qui occupent les maquis et qui massacrent ?!» relève un citoyen qui note l'impertinence de ces sorties médiatiques. Un officier ne peut se retenir pour faire cas de son indignation à la suite des propos que M. Belkhadem aurait tenus assimilant, à l'occasion, les kidnappings du GSPC à de simples vols de portables. Cet officier était dans une colère noire. Comme on le constate, de tels propos portent malheureusement atteinte au moral de la population et des éléments des services de sécurité. N'a-t-on pas entendu un ministre en fonction dire, lors d'une meeting, que le projet de la charte pour la paix et la réconciliation nationale est un projet divin. Pour avoir méprisé toute opposition pouvant servir de repère politique à la bonne gouvernance, les dirigeants franchissent toutes les lignes pour tomber dans le ridicule. A ces incohérences politiques s'ajoutent la marginalisation et l'isolement des gardes communaux et des patriotes laissés sans aucun plan de charge. Un élu local déplorant les récents attentats commis dans l'est de la wilaya de Boumerdès causant des blessures graves à 8 militaires, regrettait que

les patriotes et les gardes communaux de sa localité ne soient pas chargés de neutraliser les groupes de soutien aux terroristes «ce n'est pas le pauvre jeune appelé qui connaît mieux la région et sa population. Malheureusement, les gens qui soutiennent le terrorisme le font presque publiquement. Nos jeunes militaires se font déchoquer par les bombes des criminels dans des terrains qu'ils découvrent pour la première fois de leur vie». L'ANP même, non pas une guerre conventionnelle mais fait face à une guérilla menée par des groupes légers et très mobiles et pour les contrer, la mobilisation des groupes également légers nécessitant des guides et des réseaux d'informations est essentielle. Comparativement, les grands ratisages ne sont que rarement couronnés de grands succès. En effet, la stratégie de ces groupes terroristes consiste à récolter des informations, préparer des attentats, frapper puis effectuer un temps de repli empêchant les services de sécurité de lancer la chasse dans le sillage des attentats. Par ailleurs, il est acquis que pour gagner la sympathie et le soutien de la société, la communication est primordiale dans la gestion du combat contre la délinquance et le terrorisme, et c'est ce qui fait défaut chez les corps constitués dont les efforts et les sacrifices consentis ne sont pas mis en valeur sur la page glorieuse de la République. D'ailleurs, les responsables sécuritaires reconnaissent ce manque.

Il est permis de dire, au vu de ce que les observateurs relèvent au plan sécuritaire, que ce s'est fort heureusement pas le GSPC qui est assez puissant pour déstabiliser gravement le pays, particulièrement le centre où il concentre l'essentiel de ses forces, néanmoins il ne faut pas perdre de vue que ce mouvement armé possède toujours des capacités de nuisance avérées qui causeront malheureusement des pertes en vies humaines d'une part. D'autre part, le vide laissé par l'absence d'une réplique politique cohérente, forte et convaincante est exploité par les islamistes armés pour donner une résonance plus importante à leurs attentats. Dès lors, le citoyen a l'impression de vivre une situation sécuritaire pouvant faire basculer le pays vers le pire.

L. H.